



SOMMAIRE

	Page
Point 78 de l'ordre du jour:	
<i>Plainte de Cuba concernant des menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant de nouveaux plans d'agression et d'actes d'intervention du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre le Gouvernement révolutionnaire de Cuba (fin)</i>	
<i>Rapport de la Première Commission (2ème partie)</i>	1469

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINT 78 DE L'ORDRE DU JOUR

Plainte de Cuba concernant des menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant de nouveaux plans d'agression et d'actes d'intervention du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre le Gouvernement révolutionnaire de Cuba (fin)

**RAPPORT DE LA PREMIERE COMMISSION
(2ème PARTIE) [A/5090]**

Conformément à l'article 68 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter le rapport de la Première Commission.

1. M. ENCKELL (Finlande) [Rapporteur de la Première Commission] (traduit de l'anglais): J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale la deuxième partie du rapport de la Première Commission [A/5090] sur le point 78 de l'ordre du jour, intitulé "Plainte de Cuba concernant des menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant de nouveaux plans d'agression et d'actes d'intervention du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre le Gouvernement révolutionnaire de Cuba".
2. Le 20 décembre 1961, l'Assemblée générale a pris note de la première partie de ce rapport [A/5072] et de la déclaration par laquelle la Première Commission y indiquait qu'elle n'avait pas examiné la question, faute de temps. La question est restée inscrite à l'ordre du jour pour la reprise de la session.
3. Au cours de l'examen de la question qui a eu lieu à la Première Commission du 5 au 15 février 1962, différentes opinions ont été exprimées au sujet des effets de l'évolution des relations entre les deux Etats Membres depuis quelques années, ainsi que des relations entre ces Etats et les autres Etats Membres appartenant au continent américain.
4. Plusieurs délégations ont également exprimé des opinions divergentes en ce qui concerne certaines décisions récentes de l'Organisation des Etats américains.

5. Quelques orateurs ont examiné de très près les événements qui avaient été portés à la connaissance de l'Assemblée générale à la reprise de sa quinzième session et leurs répercussions sur la situation actuelle. Malgré d'autres divergences de vues qui se sont fait jour au cours du débat, notamment au sujet de l'urgence de la question et de l'intitulé du point de l'ordre du jour, on peut dire que la plupart des membres de la Commission souhaiteraient que les Etats Membres intéressés règlent leurs relations en se conformant rigoureusement aux principes pertinents de la Charte.

6. A ce sujet, un certain nombre d'orateurs ont pris acte avec plaisir des assurances données au cours du débat et ont exprimé l'espoir que les soupçons et les craintes qui s'étaient manifestés au cours du même débat se trouveraient ainsi dissipés. Toutefois, la Commission n'a été saisie d'aucune proposition qui rende compte de ces opinions d'une manière telle que la majorité de ses membres aient pu la juger acceptable.

7. La Commission avait été saisie d'un projet de résolution [voir A/5090, par. 3] présenté par les délégations de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, mais, les deux paragraphes du dispositif de ce projet ayant été mis aux voix séparément et rejetés, je n'ai aucune recommandation à soumettre à l'Assemblée générale au nom de la Commission.

8. Le **PRESIDENT**: Ainsi, l'Assemblée est informée du fait que le rapport de la Première Commission ne contient aucune recommandation. Toutefois, un projet de résolution [A/L.385/Rev.1] a été soumis par la Mongolie. Je donne la parole au représentant de ce pays qui a demandé à présenter ledit projet.

9. M. JARGALSAIKHAN (Mongolie) [traduit du russe]: La question proposée par le Gouvernement de Cuba [A/4832 et Add.1] et inscrite à l'ordre du jour de la seizième session de l'Assemblée générale, vous le savez, a déjà été discutée par la Première Commission. Lors de cette discussion, la position de tous les pays a été définie d'une façon suffisamment complète et la délégation mongole ne croit pas nécessaire de répéter ce qui a déjà été dit, car elle a défini, elle aussi, son attitude à la Première Commission.

10. L'Assemblée générale est maintenant saisie du rapport de la Première Commission [A/5090] qui montre clairement comment la question a été débattue et comment le débat s'est achevé. Il ressort du rapport et de la marche du débat que de nombreux pays sont parvenus à la conclusion qu'il était indispensable, à propos de la question posée par Cuba, de rappeler les dispositions fondamentales de la Charte des Nations Unies, notamment sur le développement des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à

disposer d'eux-mêmes, du principe de la non-intervention dans les affaires intérieures d'un Etat.

11. A la Première Commission, aucune objection n'a été élevée contre le rappel de tels principes et cette idée a également trouvé son expression au moment du vote, puisque les principes que je viens d'énoncer n'ont donné lieu à aucune objection. Personne, lors du vote, ne s'est prononcé contre ces principes, qui ont été appuyés par 41 délégations.

12. La délégation de la Mongolie voit là un indice favorable et cela prouve qu'il est possible de parvenir, à l'Assemblée générale, à l'unanimité sur ce point.

13. C'est pourquoi nous avons déposé un projet de résolution [A/L.385/Rev.1] tenant compte de la position adoptée à la Première Commission par les diverses délégations. Ce projet de résolution est ainsi rédigé:

"Rapport de la Première Commission sur le point 78 de l'ordre du jour.

"L'Assemblée générale,

"Ayant examiné le rapport de la Première Commission sur le point 78 de l'ordre du jour,

"Rappelle que l'Organisation des Nations Unies a pour but permanent de renforcer des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat."

14. La délégation de la République populaire mongole, représentant un petit pays d'Asie qui est intéressé au maintien de la paix universelle, pense que, aucun Etat ne s'étant opposé, lors du vote à la Première Commission, à ces mêmes principes que rappelle maintenant notre projet de résolution, il ne doit pas non plus y avoir d'objections à ce que l'Assemblée générale les confirme aujourd'hui. Il est même tout à fait probable que l'Assemblée pourra se dispenser d'un vote formel.

15. L'adoption de ce texte par l'Assemblée contribuerait au règlement pacifique de la question discutée et apporterait un certain apaisement, car il serait ainsi nettement démontré que les principes inscrits dans le projet de résolution seront rigoureusement respectés dans les relations entre les Etats intéressés.

16. La délégation de la République populaire mongole avait déjà pris part avec de nombreux autres Etats à la rédaction du projet de résolution qui portait sur une autre question importante inscrite à l'ordre du jour de cette session: la question de l'Angola. On sait que ma délégation a fait preuve alors de bonne volonté dans la recherche d'une solution acceptable pour tous et nous espérons que les pays avec qui nous avons collaboré dans cette entreprise voudront bien appuyer aujourd'hui l'initiative que nous avons prise pour favoriser le maintien et le renforcement de la paix universelle.

17. Le PRESIDENT: Je rappelle que, en vertu de la décision prise par l'Assemblée au sujet de la procédure, les interventions doivent se limiter à des explications de vote.

18. Je vais donner la parole aux représentants qui désirent expliquer leur vote.

19. M. ZEA (Colombie) [traduit de l'espagnol]: Ce n'est pas en réalité pour expliquer mon vote que j'ai demandé la parole, mais pour demander que le projet de résolution A/L.385/Rev.1 soit mis aux voix par division. Le vote doit porter sur chacune des parties du projet de résolution, puis sur l'ensemble du texte.

20. Le PRESIDENT: Le représentant de la Colombie vient de demander un vote séparé sur chacune des parties, puis sur l'ensemble du projet de résolution A/L.385/Rev.1. Je soumettrai sa proposition à l'Assemblée générale avant de procéder au vote sur le projet.

21. M. PLIMPTON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: En guise d'introduction, je signalerai que l'intitulé de la question n'a pas été modifié. Je vous le rappelle: "Plainte de Cuba concernant des menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant de nouveaux plans d'agression et actes d'intervention du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre le Gouvernement révolutionnaire de Cuba".

22. L'auteur du projet de résolution [A/L.385/Rev.1] dont nous sommes saisis semble chercher à donner l'impression, par ce document, que l'intitulé de la question aurait été modifié manifestement parce que le libellé nettement tendancieux de cet intitulé montrait bien qu'il y avait là une manœuvre de propagande de la guerre froide. Mais l'intitulé de la question n'a pas été modifié. Le document original vise en trois endroits le "point 78 de l'ordre du jour", en haut de la page à gauche, dans le titre et au premier alinéa du préambule, et le point 78 continue de porter le même intitulé qu'il a toujours porté. Dans le texte révisé du projet de résolution, l'intitulé de la question inscrite à l'ordre du jour a été remplacé par le titre "Rapport de la Première Commission sur le point 78 de l'ordre du jour"; ce remplacement n'est en lui-même rien d'autre qu'une nouvelle manœuvre parlementaire visant à masquer le fait que le projet de résolution continue de s'inscrire dans le contexte des accusations complètement dénuées de fondement que Cuba a portées et qui sont énoncées dans l'intitulé de la question, intitulé qui rattache cette question à la guerre froide.

23. Voilà six mois que nous sommes saisis des accusations cubaines d'intervention et de plans d'agression. Il y a longtemps, en septembre 1961, ma délégation avait voté en faveur de l'inscription de la question à l'ordre du jour, parce que nous nous sommes engagés à respecter le principe qui veut que toute plainte, si peu fondée soit-elle, doit être discutée par les Nations Unies. La Première Commission a été saisie de cette plainte et d'un projet de résolution présenté par la Roumanie et la Tchécoslovaquie [voir A/5090, par. 3].

24. Il est instructif de rappeler brièvement le sort qu'a connu cette entreprise communiste de guerre froide. Il n'y a pas eu un seul représentant — je dis bien: pas un seul représentant —, en dehors de ceux des 11 pays communistes, pour appuyer les accusations sans fondement qui faisaient état d'une ingérence des Etats-Unis dans les affaires de Cuba. Une nette majorité a également repoussé, à la Première Commission, la mention apparemment anodine du règlement pacifique des différends internationaux, reconnaissant par

là que dans le contexte des accusations cubaines semblable affirmation d'un principe général aurait donné de la dignité et de la substance à des accusations qui étaient en fait grossières, diffamatoires et fausses.

25. La Première Commission a vu également une manifestation frappante de la vigueur et de la solidarité des nations qui constituent notre Organisation des Etats américains. Nous avons voté d'une même voix pour la défense de notre cause commune. Mieux que tout ce que je pourrais dire, ce fait démontre l'inanité des accusations cubaines.

26. Depuis la fin de la semaine dernière, nous avons été gratifiés d'un nouveau tour de passe-passe parlementaire. Je suis sûr que l'Assemblée repoussera également cette tentative. N'ayant pu obtenir un appui en faveur des accusations sans fondement lancées contre les Etats-Unis à la Première Commission et n'ayant pu obtenir l'appui d'aucun des 93 membres non communistes de l'Assemblée générale en faveur de la plainte contre une ingérence des Etats-Unis, le bloc communiste essaie maintenant de faire rentrer par la fenêtre ce qu'on a jeté dehors par la porte. Cette autorité renommée sur les affaires des Antilles, cet ami de longue date et ce tout proche voisin de Cuba qu'est la République de la Mongolie extérieure surgit de l'Asie centrale pour nous présenter un projet de résolution qui prétend réaffirmer innocemment les principes de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat.

27. Lors du vote sur cette manœuvre parlementaire, les Etats-Unis agiront comme suit:

28. Premièrement, nous voterons pour la mention qui est faite du rapport de la Première Commission [A/5090] dans le préambule du projet de résolution. Nous sommes satisfaits de ce rapport qui prouve qu'après un examen impartial et approfondi de la plainte cubaine la Première Commission a rejeté cette plainte à une écrasante majorité. Il sied que l'Assemblée prenne acte du rapport de la Première Commission.

29. Deuxièmement, nous nous abstiendrons dans le vote sur le dispositif du projet de résolution, qui, pour l'essentiel, ne fait que reprendre le deuxième alinéa du préambule du projet de résolution de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie. La manœuvre manifeste que la Mongolie tente pour le compte du bloc communiste consiste à forcer les autres membres de l'Assemblée générale dans le dilemme apparent d'avoir à voter contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou à adopter un projet de résolution avec des conséquences qu'ils n'auraient pas voulues. Il n'y a pas lieu de se laisser prendre à ce piège. Les Etats-Unis souscrivent assurément à ces principes. Les Etats-Unis réaffirment des principes qui ont été énoncés pour la première fois dans notre déclaration d'indépendance et dans notre constitution et qui l'ont été par la suite dans les conventions et accords du système interaméricain et dans la Charte des Nations Unies. Lorsque le dispositif sera mis aux voix séparément, nous ne voterons donc pas, mais nous nous abstiendrons, étant donné le contexte qui accompagne ce paragraphe, c'est-à-dire les accusations sans fondement portées par Cuba, qui demeurent dans l'intitulé de la question.

30. Nous voterons cependant contre l'ensemble du projet de résolution et nous espérons que l'Assem-

blée fera de même. Il n'y a nulle raison de conférer quelque dignité aux accusations sans fondement du bloc communiste en les enrobant dans les nobles principes historiques de la Charte. Le rejet de l'ensemble du projet de résolution déjouera comme il convient cette manœuvre parlementaire transparente. Si les principes en cause devaient être réaffirmés, ils devraient être proclamés dans le contexte d'une invitation adressée au Gouvernement cubain pour qu'il cesse de s'ingérer dans les affaires d'autres Etats américains. C'est à ce gouvernement qu'il faudrait demander d'accorder au peuple cubain le droit de choisir librement le régime sous lequel il veut vivre, le droit à disposer de lui-même. Le rappel de ces principes devrait exprimer l'appel des peuples libres du monde en faveur du rétablissement du peuple cubain dans son égalité de droits qui est affirmée avec tant de clarté dans la Déclaration des droits de l'homme, la Charte des Nations Unies et la Charte de l'Organisation des Etats américains.

31. Lorsque la question a été inscrite à l'ordre du jour en août 1961, nous avons reconnu que l'Assemblée générale était compétente pour connaître d'accusations graves. Nous nous sommes félicités d'entendre formuler ouvertement et discuter ces accusations. Nous avons été satisfaits de la manifestation d'unité qu'ont donnée les membres de notre hémisphère, ainsi que de l'appui que nous ont apporté les autres Membres qui ont rejeté ces accusations. Nous avons été satisfaits aussi de constater que pas un seul des 93 membres non communistes de l'Organisation n'a voté avec le bloc communiste pour donner validité à ces accusations. Nous comptons que l'Assemblée générale, avec le même sens des responsabilités, ne se laissera pas prendre au piège d'une manœuvre aussi transparente, mais votera contre l'ensemble du projet de résolution.

32. M. MALALASEKERA (Ceylan) [traduit de l'anglais]: La délégation de Ceylan désire expliquer son vote en faveur du projet de résolution [A/L.385/Rev.1], encore qu'il ne soit guère nécessaire d'expliquer un vote sur un texte qui invoque un des principes essentiels de la Charte.

33. Nous voterons pour le projet de résolution de même que nous avons déjà voté à la Première Commission pour un paragraphe semblable quant au fond, paragraphe qui, nous sommes heureux de le constater, a été adopté sans opposition. Nous voterons pour le projet de résolution parce qu'il existe une situation de fait, ce que les deux parties confirment avec énergie. Nous voterons pour le projet de résolution parce qu'il invoque un principe d'harmonie, sans porter de jugement sur l'une ou l'autre des parties en cause, du moins en ce qui nous concerne. Plus nous réaffirmerons en toute occasion les principes de la Charte des Nations Unies, mieux cela vaudra car, ainsi, un jour viendra où les nations agiront conformément à ces principes et ne se contenteront pas de les prôner en paroles seulement.

34. Quant au fond, nous pensons que ce projet de résolution ne fait qu'exprimer formellement des principes auxquels les deux parties ont souscrit au cours du débat de la Première Commission. Nous estimons de plus que, puisqu'il s'agit d'une question qui a créé une si forte tension, comme nous l'avons indubitablement constaté, l'Assemblée doit prendre position, ne serait-ce qu'avec modération. A notre avis, une assemblée qui ne ferait rien serait encore moins

tolérable qu'une assemblée qui, selon certains, en fait trop.

35. M. Henry Ford COOPER (Libéria) [traduit de l'anglais]: Ma délégation demande le vote par division sur le paragraphe unique du dispositif du projet de résolution A/L.385/Rev.1 relatif au rapport de la Première Commission sur le point 78 de l'ordre du jour, intitulé "Plainte de Cuba concernant des menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant de nouveaux plans d'agression et d'actes d'intervention du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre le Gouvernement révolutionnaire de Cuba", et un vote séparé sur le passage "ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat". Il serait impossible à ma délégation, sans ignorer les réalités, de voter contre ce paragraphe du projet de résolution, qui est tiré de la Charte des Nations Unies, mais ma délégation n'a jamais pu accepter l'argument selon lequel le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat s'appliquerait lorsqu'il s'agit de colonies ou de territoires dépendants, ou encore d'Etats qui demandent à jouir du droit à disposer d'eux-mêmes, lorsqu'une faible minorité, surtout si cette minorité est de race et de culture étrangères, cherche par la force, ou bien par la pression et l'exploitation, à imposer sa volonté à une population ou à passer outre à la volonté expresse de la grande majorité de la population qui a des traditions, une culture et une religion différentes.

36. Nous estimons que l'article de la Charte qui a trait à la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat sert parfois à camoufler ou à maintenir la domination ou la possession coloniales, ou à imposer la volonté d'une très faible minorité à une forte majorité. C'est ce passage de la Charte qu'on invoque souvent pour tenir compte des intérêts particuliers de certains ou de certaines circonstances spéciales qui n'ont aucun rapport avec le fond de la question. En d'autres termes, cette disposition de la Charte est devenue l'une de celles qu'on invoque à tout propos et hors de propos aux Nations Unies.

37. Si ma délégation appuie sans réserve le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat chaque fois que cet argument est invoqué en toute sincérité et à bon droit, elle ne peut tolérer qu'on l'invoque dans le dessein de maintenir un système colonial d'exploitation où une faible minorité exploite la majorité de la population contre son gré ou sa volonté, ou dans le cas où un peuple veut imposer sa domination pour étendre ses possessions.

38. Il sera curieux et intéressant de voir comment certaines puissances, surtout des puissances coloniales, qui se sont faites les champions de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat, voteront sur cette partie du paragraphe.

39. Ma délégation votera pour la première partie du dispositif, qui commence par les mots "Rappelle que l'Organisation des Nations Unies...", et s'abstiendra sur le dernier membre de phrase de ce paragraphe, qui se lit: "ainsi que la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat". Nous nous abstiendrons dans le vote sur l'ensemble du projet de résolution.

40. M. LEWANDOWSKI (Pologne) [traduit de l'anglais]: La délégation polonaise a eu l'occasion d'exposer amplement sa position sur la plainte de Cuba pendant le débat à la Première Commission. Depuis

deux semaines, nous avons écouté attentivement les avis et les opinions exprimés à la Première Commission par les représentants des pays des diverses régions du monde. Au cours du débat, nous avons également reçu des assurances catégoriques des représentants des Etats-Unis qui nous ont dit que ce pays n'a "aucunement l'intention de se livrer à la moindre attaque armée contre Cuba"^{1/} et que les Etats-Unis ne préparent pas une agression contre Cuba.

41. Ces déclarations ont amené le représentant de l'Inde à exprimer, à la Première Commission, l'espoir que "ces déclarations ... fidèlement traduites dans la pratique, devraient contribuer à dissiper les craintes et à créer une meilleure atmosphère internationale entre Cuba et les Etats-Unis, comme dans l'hémisphère occidental"^{2/}.

42. La première occasion de déterminer ce qu'il y avait réellement derrière ces assurances est venue plus tôt que personne ne l'escomptait probablement. Cette occasion est venue au cours du présent débat de l'Assemblée générale. La délégation de la Mongolie a présenté un projet de résolution [A/L.385] préparé avec le plus grand soin, évitant de blesser qui que ce soit en tenant compte de la position de nombreuses délégations non alignées. Les auteurs de ce projet de résolution, par esprit de compromis, sont même allés jusqu'à modifier le titre du document [voir A/L.385/Rev.1], ce qui constitue, si j'ai bonne mémoire, un geste de conciliation sans précédent dans les annales des Nations Unies. Il faut noter encore que l'unique paragraphe du dispositif de ce projet de résolution contient une disposition qui est fondée directement sur le texte de la Charte des Nations Unies. La Première Commission a adopté ce paragraphe il y a quelques jours seulement par 41 voix, sans opposition, et la délégation des Etats-Unis elle-même s'est abstenue.

43. Compte tenu de ces circonstances et des assurances données tout récemment par le représentant des Etats-Unis, on s'attendrait en bonne logique à voir ce pays se féliciter de tous les efforts de conciliation consentis par d'autres délégations et, du moins, ne pas s'opposer à l'adoption du projet de résolution de la Mongolie. Malheureusement, il est apparu clairement une fois de plus que nous avons et que nous avons raison de douter et de nous méfier de toutes les assurances solennelles de la délégation des Etats-Unis. La valeur réelle de ces assurances ne peut se mesurer autrement que par les actes de ceux qui les donnent. Malheureusement, le comportement de la délégation des Etats-Unis au cours de ce débat est en complète contradiction avec ses paroles. Nous venons justement d'en avoir un exemple. Le représentant des Etats-Unis, en expliquant son vote, a adopté une position tout à fait inhabituelle qui va à l'encontre de toute logique et de tous les votes qui ont eu lieu auparavant aux Nations Unies. En expliquant son vote, le représentant des Etats-Unis a annoncé qu'il votera pour le premier alinéa du projet de résolution dont l'Assemblée est saisie, qu'il s'abstiendra ensuite sur le paragraphe du dispositif et qu'il

^{1/} Cette déclaration a été faite à la 1233ème séance de la Première Commission, dont le compte rendu officiel n'a été publié que sous forme de compte rendu analytique.

^{2/} Cette déclaration a été faite à la 1240ème séance de la Première Commission, dont le compte rendu officiel n'a été publié que sous forme de compte rendu analytique.

votera contre l'ensemble du projet de résolution. N'est-ce pas là une façon bien singulière de voter sur un projet de résolution? Si chacune des parties ou bien reçoit l'appui de la délégation des Etats-Unis, ou bien est de nature telle que cette délégation ne puisse pas voter contre, pourquoi donc, je vous le demande, votera-t-elle contre l'ensemble du projet de résolution?

44. En même temps, la délégation des Etats-Unis a fait un geste extraordinaire en demandant, de cette tribune, à toutes les autres délégations de voter comme elle et en les menaçant aussi, en leur disant que voter différemment reviendrait à voter en faisant bloc avec les Etats socialistes, ce qui ne serait pas du goût de la délégation des Etats-Unis. C'est un procédé des plus singuliers, aussi bien du point de vue parlementaire que du point de vue politique.

45. En outre, nous croyons que, si ce projet de résolution est rejeté, non seulement les Cubains mais tous les autres peuples de l'hémisphère occidental et du reste du monde pourront craindre à juste titre qu'une fois de plus la délégation des Etats-Unis n'ait pas voulu donner l'assurance complète, par l'adoption d'une résolution des Nations Unies, d'une intention sincère de résoudre, dans la paix, les problèmes et conflits existant entre les Etats-Unis et Cuba. Ce refus de voter pour le projet de résolution qui propose de tenir compte des principes de la Charte renforcent certainement nos craintes et doit assurément inciter chaque délégation à se montrer plus vigilante à l'égard de la suite des événements dans les Antilles.

46. M. GARCIA INCHAUSTEGUI (Cuba) [traduit de l'espagnol]: Nous tenons à dire que nous avons accueilli avec faveur et que nous voterons pour le projet de résolution déposé par la délégation de la Mongolie [A/L.385/Rev.1], parce que le Gouvernement révolutionnaire de Cuba respecte les principes consacrés par la Charte des Nations Unies et estime que le respect fidèle de ces principes est la seule garantie de la coexistence civilisée entre les Etats.

47. Nous désirons souligner le contraste qu'il y a entre notre attitude et celle du Gouvernement agresseur des Etats-Unis. Parce qu'il s'oppose aux principes de la Charte, ce gouvernement a fait et cherche à faire obstruction, au moyen du vote de ses alliés militaires, à l'approbation de n'importe quelle résolution qui consacre les principes que j'ai mentionnés. Il semblerait que les colonialistes, dès lors que l'une des parties à un conflit est le Gouvernement des Etats-Unis et que l'autre partie est le gouvernement d'un petit Etat Membre de l'Organisation, excluent toute solution pacifique.

48. Cette attitude du Gouvernement des Etats-Unis constitue la meilleure preuve de ses agressions et de ses actes et plans d'intervention. Certains pays d'Amérique latine cédant à la pression du Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement des Etats-Unis lui-même ont dit aux autres pays du monde: "Ne vous mêlez pas de la plainte de Cuba, ne présentez pas de projet de résolution, car il s'agit d'une question régionale américaine." Mais, d'un autre côté, on exclut Cuba de l'organisation régionale et l'on prive Cuba de ses droits légitimes à l'Organisation des Etats américains. Le dessein est évidemment de faire en sorte qu'un petit Etat reste sans défense et d'obtenir de l'Organisation mondiale qu'elle applique les mêmes mesures de discrimination et

d'isolement que celles qui sont appliquées par l'alliance militaire régionale.

49. Pourtant, ce qu'on appelle le problème de Cuba, c'est le problème de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie également, c'est le problème de tous les peuples qui luttent pour leur développement, leur indépendance politique et économique, leur libération nationale, qui luttent contre le colonialisme et contre la discrimination raciale. Ce n'est pas sans motif que les alliés colonialistes des Etats-Unis se sont rangés à leurs côtés à la Première Commission pour voter contre Cuba. Pour nous, la chose est parfaitement claire, comme il est parfaitement clair aussi que la lutte des peuples pour leur indépendance et contre les bases militaires étrangères et la politique d'apartheid est notre lutte aussi, parce que tout ce qui contribue à l'indépendance d'un petit Etat sert les intérêts de Cuba. Cela, nous le comprenons et, même si les représentants de certains petits Etats ne le comprennent pas, les peuples, eux, le comprennent. En défendant notre droit, nous défendons le leur.

50. Cependant, ils peuvent être tranquilles sur un point. On ne verra pas revenir à Cuba les puissantes sociétés qui exploitaient notre peuple, on n'y reverra pas la discrimination raciale que le Gouvernement des Etats-Unis pratique largement sur tout son territoire national, on ne reverra pas à Cuba l'analphabétisme, pas plus que le chômage, non plus que la prévarication administrative que les Américains avaient installée. On ne verra revenir à Cuba aucun de ces signes abominables du néo-colonialisme des Etats-Unis. Aucun de ces fléaux ne pourra sévir de nouveau à Cuba, parce que notre peuple est résolu à l'empêcher, parce qu'il l'a déjà empêché.

51. Dans une interview qu'il a accordée à la presse samedi dernier, le 17 février, le "démocrate" bien connu de l'Amérique centrale, M. Scmoza, a affirmé que, puisque Cuba était en dehors du système inter-américain, Cuba n'était pas protégée par les instruments internationaux et que l'aide accordée à toute force qui tenterait d'envahir notre patrie serait légitime. Dans les journaux du dimanche 18 février — et je pourrais citer les titres de ces journaux que j'ai ici — on dit que le Gouvernement des Etats-Unis a changé le chef en second de la sinistre Central Intelligence Agency parce qu'il était l'un de ceux qui avaient participé à la direction des plans agressifs contre Cuba qui ont été mis à exécution au mois d'avril 1961. Dans les journaux de ce même dimanche, M. McNamara, secrétaire à la défense des Etats-Unis, a ratifié publiquement la politique interventionniste des forces armées de son pays contre tous les mouvements de libération nationale et il a sanctionné la volonté de son gouvernement de mener des guerres locales pour écraser ces mouvements. Les journaux d'hier, lundi 19 février, font état de la pression que les Etats-Unis exercent sur leurs alliés de l'OTAN pour les amener à participer au blocus économique contre Cuba. Voilà les nouvelles qui ont paru dans la presse américaine ces jours derniers.

52. Nous avons démontré ici, et nous l'avons fait avec pièces à l'appui, quel que soit le vote de l'Assemblée, quel qu'ait été le vote de la Première Commission, que le Gouvernement des Etats-Unis, par la voix de son représentant permanent ici et par la voix de son président, a menti à cette grande assemblée universelle.

53. Nous réaffirmons notre position et déclarons que nous n'avons pas de projets agressifs contre aucun des pays qui sont nos voisins. Ce serait contraire à nos convictions et, qui plus est, ce serait une erreur que nous ne commettrons jamais, si fort que nos ennemis puissent le souhaiter. Nous réaffirmons que nous sommes venus ici pour défendre les principes du droit international, les principes de la Charte des Nations Unies, le droit de notre peuple et de tous les peuples à se donner le régime social de leur choix sans avoir à subir des ingérences dans leurs affaires intérieures ou des agressions. Notre indépendance, notre souveraineté, nous les défendrons à Cuba avec les Cubains.

54. Le **PRESIDENT**: Nous allons passer au vote sur le projet de résolution [A/L.385/Rev.1] présenté par la Mongolie. Je rappelle à l'Assemblée que nous sommes saisis d'une première demande de vote par division, formulée par le représentant de la Colombie, sur chacune des parties, puis sur l'ensemble du projet de résolution. A cette demande est venue s'en ajouter une autre, soumise par le représentant du Libéria, tendant à ce que l'on vote séparément sur le membre de phrase suivant du dispositif: "ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat".

55. S'il n'y a pas d'objection à ces motions de division, je considérerai que l'Assemblée les adopte.

Les motions de division sont adoptées.

56. Je mets aux voix le préambule du projet de résolution. On a demandé le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par Haïti, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mali, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée.

Votent contre: néant.

S'abstiennent: Mauritanie, Togo et Gabon.

Par 97 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le préambule est adopté.

57. Le **PRESIDENT**: Je mets aux voix le membre de phrase suivant du dispositif: "ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat". On a demandé le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la République centrafricaine, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Ceylan, Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Libye, Mali, Mongolie, Maroc, Népal, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge.

Votent contre: néant.

S'abstiennent: République centrafricaine, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Chypre, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Gabon, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Islande, Iran, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Laos, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Sénégal, Espagne, Suède, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada.

Par 36 voix contre zéro, avec 64 abstentions, le membre de phrase est adopté.

58. Le **PRESIDENT**: Je mets aux voix l'ensemble du dispositif. On a demandé le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la République centrafricaine, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Ceylan, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Libye, Mali, Mongolie, Maroc, Népal, Nigéria, Pakistan, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge.

Votent contre: néant.

S'abstiennent: République centrafricaine, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Gabon, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Islande, Iran, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Laos, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Sénégal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Thaïlande, Togo, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada.

Par 39 voix contre zéro, avec 61 abstentions, le dispositif est adopté.

59. Le **PRESIDENT**: Je mets maintenant aux voix l'ensemble du projet de résolution. On a demandé le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Islande, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Libye, Mali, Mongolie, Maroc, Népal, Nigéria, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Ghana, Guinée, Hongrie.

Votent contre: Islande, Iran, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Afrique du Sud, Espagne, Thaïlande, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Fédération de Malaisie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras.

S'abstiennent: Côte-d'Ivoire, Laos, Liban, Libéria, Madagascar, Mauritanie, Niger, Pakistan, Sénégal, Suède, Togo, Cameroun, République centrafricaine, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Chypre, Finlande, Gabon.

Par 45 voix contre 37, avec 18 abstentions, le projet de résolution est rejeté.

60. Le **PRESIDENT**: Nous en avons terminé avec le vote. Je vais maintenant donner la parole à un certain nombre d'orateurs qui ont demandé à expliquer leur vote.

61. M. **MALHOTRA** (Népal) [traduit de l'anglais]: Dans la discussion générale du point 78 de l'ordre du jour à la Première Commission [1241ème séance], ma délégation a indiqué clairement dans sa déclaration, je l'espère, que nous n'entendions pas prendre parti dans la question. Comme c'est la méfiance qui règne entre les deux parties intéressées qui a provoqué l'inscription de cette question à l'ordre du jour, ma délégation a estimé que la meilleure solution serait que ces parties prennent des mesures positives pour faire disparaître les causes de méfiance et de suspicion mutuelles. A cette fin, ma délégation s'est félicitée des assurances données par les représentants de Cuba et des Etats-Unis à la Première Commission. Néanmoins, puisque la question a été portée devant les Nations Unies et a été discutée à plusieurs reprises par divers organes des Nations Unies, ma délégation a jugé utile de réaffirmer son attachement au principe fondamental de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat et au principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, qui sont inscrits dans la Charte des Nations Unies.

62. Fidèles à la ligne de conduite dont nous ne nous sommes pas départis dans cette affaire, lorsque le seul projet de résolution déposé à la Première Commission [voir A/5090, par. 3] avait été mis aux voix, nous avons voté pour le deuxième alinéa du préambule qui rappelait les principes dont je viens de parler. Nous avons voté pour le paragraphe 2 du dispositif qui invitait les parties à négocier.

63. Le projet de résolution dont l'Assemblée a été saisie ne comprenait qu'un seul paragraphe touchant le fond de la question, paragraphe qui en constituait tout le dispositif. Ce paragraphe rappelait les dispositions du paragraphe 2 de l'Article premier et du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte; dans son texte, ce paragraphe était exactement semblable au deuxième alinéa du préambule du projet de résolution qui avait été examiné à la Première Commission; cet alinéa, l'Assemblée s'en souviendra, avait été adopté à l'unanimité par la Première Commission sans opposition. Ayant déjà voté pour ce texte à la Première Commission, nous l'avons à nouveau approuvé ici pour être logiques avec nous-mêmes.

64. Nous avons voté aussi pour l'ensemble du projet de résolution parce qu'à notre avis en adoptant cette résolution nous n'aurions pas condamné l'une des parties et nous n'aurions fait que réaffirmer la confiance des Nations Unies dans les principes fondamentaux de la Charte.

65. M. **ROSSIDES** (Chypre) [traduit de l'anglais]: En votant sur cette question, ma délégation s'en est tenue logiquement au vote qu'elle avait émis à la Première Commission, et, dirai-je, au projet de résolution déposé à la Première Commission [voir A/5090, par. 3]. Nous avons voté pour l'alinéa du préambule. Nous avons voté aussi pour le paragraphe du dispositif. Nous nous sommes abstenus dans le vote séparé sur le membre de phrase "ainsi que la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat". Comme ce membre de phrase a été maintenu, nous avons dû nous abstenir sur l'ensemble du projet.

66. Pourquoi nous sommes-nous abstenus sur ce membre de phrase "non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat"? Pour deux raisons, l'une particulière, l'autre d'ordre général. La raison particulière est que, dans le cas du projet de résolution soumis à la Première Commission, le paragraphe 1 du dispositif, aux termes duquel l'Assemblée générale aurait adressé "un appel urgent au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour qu'il mette fin à son ingérence dans les affaires intérieures de la République de Cuba", avait été rejeté. Il l'avait été parce qu'il n'existait pas la moindre preuve que les Etats-Unis eussent l'intention de commettre un acte d'ingérence et qu'il y avait au contraire des preuves qu'ils avaient l'intention de ne pas le faire du tout.

67. Compte tenu de ces éléments — et ainsi en a décidé la Commission —, si l'expression "non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat" visait à laisser entendre qu'il existait de la part des Etats-Unis une intention d'ingérence, elle aurait été en opposition avec ce que la Première Commission avait décidé. Par conséquent, pour cette raison particulière, nous nous sommes abstenus sur ce membre de phrase.

68. La raison d'ordre général pour laquelle nous nous sommes abstenus est la suivante. Ce dispositif, qui rappelle un des buts permanents de l'Organisation des Nations Unies et vise le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, reprend textuellement les termes du paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte. Mais, lorsqu'il traite de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat, il vise, sans en reprendre les termes exactement, le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. C'est un article qui a déjà suscité bien des controverses. Ma délégation est de celles qui

pensent que l'objet de cet article — j'ai eu l'occasion de développer cette théorie au sujet de la question de l'Afrique du Sud et c'est probablement la raison pour laquelle l'Afrique du Sud a voté pour ce paragraphe — était de conférer aux Nations Unies des pouvoirs de plus en plus larges pour empêcher des situations où il y a une violation flagrante des droits de l'homme. Cette idée, comme je l'ai expliqué, a été avancée par les auteurs de la Charte — je les ai déjà cités exactement mais je ne le referai pas maintenant — qui ont dit à peu près ceci: "Nous avons dû rédiger cela de cette façon pour le moment, mais nous considérons qu'il en sortira pour les Nations Unies des pouvoirs de plus en plus grands." Cela a été exposé par le représentant des Etats-Unis à la Conférence de San Francisco. La même attitude a été adoptée aussi par le représentant de l'Australie, parmi les rédacteurs de la Charte, et c'était un de ceux qui étaient en faveur de l'insertion du paragraphe 7 de l'Article 2.

69. Aussi nous opposons-nous à la thèse suivant laquelle ce paragraphe de l'Article 2, qui vise d'une façon générale l'intervention dans les affaires intérieures d'un Etat, signifierait que tout Etat est un château fort où nul n'a droit de regard. Nous croyons que les Nations Unies sont le seul espoir qu'ait l'humanité de progresser vers la paix universelle fondée sur la liberté universelle et que les Nations Unies ne doivent pas voir limiter leur pouvoir d'intervenir dans l'intérêt de la paix et de la liberté.

70. C'est aussi pour cette raison d'ordre général que ma délégation s'est abstenue sur le membre de phrase en question et sur l'ensemble du projet de résolution.

71. M. KIZYA (République socialiste soviétique d'Ukraine) [traduit du russe]: Au cours de la discussion de cette question sur la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, à savoir de Cuba, Etat souverain ayant une politique indépendante, nous avons pu nous convaincre par nous-mêmes de la pression très brutale que la délégation des Etats-Unis exerce sur les délégations de nombreux pays. Nous avons été les témoins d'une hypocrisie manifeste, d'un diktat brutal, de la violation du règlement intérieur et du mépris des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

72. Dans de nombreuses interventions, les représentants ont cité des faits qui montrent clairement qu'une nouvelle agression se prépare contre la liberté du peuple cubain. Il a été prouvé qu'aux Etats-Unis et dans les nombreuses bases américaines situées dans la région des Antilles il se fait des préparatifs d'invasion de Cuba. Dans les journaux new-yorkais d'aujourd'hui, on peut lire qu'une nouvelle invasion de Cuba se prépare au Guatemala et l'on nomme même le commandant de l'armée de bandits, un certain général Cabrera. Cependant, au mépris des faits et sans les réfuter, M. Stevenson, représentant des Etats-Unis, a affirmé gratuitement que les Etats-Unis ne préparaient pas de nouvelle agression [1231^{ème} séance de la Première Commission]. Mais, comme je l'ai déjà dit, les faits n'ayant nullement été réfutés, nous devons sonner l'alarme sans faire crédit à ce que nous dit M. Stevenson. Notre conviction est à cet égard solidement fondée puisque M. Stevenson en personne, en avril de l'an dernier, s'est efforcé de nous induire en erreur. Nous ne croyons pas ce que dit le représentant des Etats-Unis, non seulement

parce qu'il n'a pas démenti les faits convaincants qui ont été signalés, mais parce que, de plus, il n'a pas répondu à toutes les questions directes que lui a posées M. Zorine, représentant de l'Union soviétique. Personne, pas plus le représentant du Guatemala que d'autres représentants, n'a démenti l'affirmation directe du président Ydígoras qui, dans son allocution du nouvel an, a reconnu l'existence de préparatifs d'une agression nouvelle.

73. La délégation des Etats-Unis aurait voulu que l'Organisation des Nations Unies, c'est-à-dire nous tous qui représentons ici les pays du monde entier, approuvât tacitement — je souligne: tacitement — et permît en fait des actes unilatéraux de banditisme que le Gouvernement des Etats-Unis commettrait à l'égard de Cuba d'abord, puis, mettant à profit cette expérience — sauf votre respect —, à l'égard d'autres pays d'Amérique latine qui ne désirent pas se soumettre à la volonté des monopoles américains.

74. Pour toutes ces raisons, il est bien compréhensible que la délégation des Etats-Unis, à la Première Commission comme à l'Assemblée plénière, ait donné comme instruction aux délégations qui dépendent d'elle d'ignorer tout projet de résolution quel qu'il soit. Ce n'est point par hasard que le représentant du Pérou, qui sait parler avec éloquence et qui, nous devons le dire, aime parler d'abondance, s'est borné, le 13 février 1962, à la Première Commission [1239^{ème} séance], à prononcer quelques mots seulement. Vous vous rappelez qu'il s'est alors contenté de dire "Nous ne voterons pas en faveur du projet de résolution de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie." Certes, il a ajouté "Je vous remercie, Monsieur le Président", mais il s'en est tenu là.

75. Et pourquoi donc? Mais uniquement, comme l'a dit ici de façon imagée le représentant de l'Union soviétique, parce qu'on a muselé ces délégations et qu'on leur a signifié expressément de se taire et de voter contre tout projet de résolution.

76. Il est permis de se demander ce qu'il y avait d'inacceptable pour les puissances occidentales dans le projet de résolution [voir A/5090, par. 3] présenté par la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Ce sont les représentants d'Israël et de Chypre qui ont répondu à cette question. Intervenant pour expliquer leur vote, ils ont dit qu'ils n'aimaient pas le titre du projet de résolution. M. Plimpton vient de dire la même chose.

77. Mais alors, qu'est-ce qui ne vous a pas plu, à vous Messieurs, qui avez voté "contre", dans le projet de résolution présenté par la République populaire mongole? Ce projet-là ne portait pas le titre qui avait déplu à la délégation des Etats-Unis et nous y trouvions répétées littéralement certaines des dispositions les plus importantes de la Charte, ainsi que l'a relevé le représentant du Libéria. En conséquence, à raisonner logiquement ce qui ne vous plaît pas, c'est la Charte des Nations Unies, qui porte votre signature. Vous violez de la façon la plus flagrante le "saint des saints" — la Charte de l'Organisation. Vous enfoncez impudemment les normes du droit international. Mais, si l'on s'engage dans cette voie, on risque d'aller si loin qu'il ne soit plus possible de revenir en arrière.

78. Nous avons achevé la discussion d'une des plus importantes questions inscrites à l'ordre du jour de la seizième session de l'Assemblée générale. Tous ceux qui éprouvaient encore des doutes ont pu assister à une très importante leçon de choses sur la diplo-

matie américaine — "torsion des bras et fracture du crâne".

79. On a cherché à nous convaincre que la délégation de Cuba avait inutilement soulevé cette question, attestant ainsi la guerre froide, et que personne ne menaçait Cuba. Il n'est malheureusement trouvé, dans cette salle, plus d'un Thomas l'incrédule qui, sincèrement ou non, ou bien par erreur, ne croit pas à une menace dirigée contre la liberté du peuple cubain. L'avenir nous jugera tous.

80. Pour ce qui est de ma délégation, elle serait heureuse, comme tous ceux qui ont à cœur la liberté et l'honneur, que les Etats-Unis ne s'en tiennent pas aux paroles, mais cessent véritablement de faire cliqueter leurs sabres et laissent Cuba vivre en paix.

81. Nous recommandons aux ennemis de Cuba de prêter attention à la déclaration sévère et sensée qu'a faite le Gouvernement soviétique le 18 février 1962 [A/5093]. Je cite:

"Cuba n'est pas seule. Cuba a beaucoup d'amis non seulement en Amérique latine, mais dans le monde entier, et l'Union soviétique en est un. La République de Cuba, comme l'a clairement déclaré M. Khrouchtchev, chef du Gouvernement soviétique, peut toujours compter sur l'aide et l'appui du peuple soviétique. On sait quels avertissements le Gouvernement soviétique a adressés aux ennemis de la République populaire de Cuba; ces avertissements restent valables aujourd'hui."

82. M. ILBOUDO (Haute-Volta): Soucieux de ne faire le jeu d'aucun bloc, nous avons décidé d'entériner notre vote de la Première Commission, et ce pour être logiques avec nous-mêmes, bien que le projet de résolution ait été présenté par un pays dont l'appartenance à l'un des blocs est des plus évidente. Nous n'avons fait ainsi que réaffirmer notre adhésion à la Charte des Nations Unies, dont le projet reproduit certaines des dispositions, en invoquant des principes auxquels nous sommes fermement attachés, en particulier le principe de la non-ingérence. Nous n'avons ainsi voté contre personne, comme nous n'avons voté pour personne. Nous n'avons voté que pour des principes que nous pensons bons et justes.

83. M. MATSCH (Autriche) [traduit de l'anglais]: Je voudrais expliquer brièvement le vote de ma délégation sur le projet de résolution présenté par la Mongolie. Point n'est besoin pour moi de souligner que l'Autriche a toujours été et sera toujours en faveur du développement entre les nations de relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat.

84. Ces principes, inscrits dans la Charte des Nations Unies, ont toujours guidé le Gouvernement autrichien et continueront de le guider à l'avenir. Néanmoins, le rappel de ces principes, s'agissant d'une plainte relative à des "plans d'agression et actes d'intervention" d'un gouvernement contre un autre gouvernement, et la mention particulière du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat, amènent nécessairement à la conclusion que la plainte est fondée et que les principes énumérés dans ce projet de résolution sont violés ou mis en danger.

85. Toutefois, ma délégation, après avoir écouté avec attention le débat et toutes les preuves apportées à

l'Assemblée générale et à la Première Commission, ne croit pas que semblable conclusion soit justifiée. Nous avons noté avec un grand intérêt et avec une vive satisfaction que le représentant des Etats-Unis a déclaré formellement à deux reprises devant la Première Commission que "les Etats-Unis n'ont pas préparé et ne préparent pas d'agression contre Cuba"^{3/}.

86. Il ne semble pas, de l'avis de ma délégation, qu'on ait fourni au cours du débat des preuves qui conduisent à douter de cette déclaration, pas plus qu'on ne nous a convaincus que sont en danger les principes de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat.

87. Pour ces motifs, ma délégation n'a pas pu voter pour le projet de résolution de la Mongolie.

88. M. ZORINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: La position de la délégation de l'Union soviétique a été exposée d'une manière suffisamment complète et claire lors de la discussion de la question. Cependant, vu les résultats du vote, je voudrais ajouter ici certains commentaires portant et sur notre position et sur le vote lui-même.

89. La large discussion qui s'est déroulée pendant ces deux dernières semaines sur la question présentée par le Gouvernement révolutionnaire de Cuba a fait ressortir l'importance que présente ce problème pour la cause de la paix et de l'indépendance des Etats. Les représentants de 38 Etats ont participé à la discussion générale à la Première Commission, malgré les pressions évidentes exercées par les Etats-Unis pour empêcher que la discussion ne s'élargisse. De plus, 10 autres Etats ont pris part au débat sur le projet de résolution présenté à la Commission [voir A/5090, par. 3], ce qui fait que près de la moitié des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, au total, ont exprimé, dans une plus ou moins large mesure, leur avis sur ce point de l'ordre du jour.

90. Pendant le débat à la Première Commission, la question des actes d'agression des Etats-Unis contre la République de Cuba a provoqué les interventions de 12 pays d'Amérique latine. Ils n'ont pas tous adopté une attitude indépendante, liés qu'ils étaient du fait de la pression non équivoque exercée par les Etats-Unis ici même et au-dehors de cette enceinte. De plus, un certain nombre de pays d'Amérique latine qui, à Punta del Este^{4/}, avaient refusé d'appuyer des décisions illégales au sujet de Cuba, imposées par les Etats-Unis, ont été contraints de se taire à la tribune de l'Organisation des Nations Unies, à la suite d'une nouvelle pression directe exercée sur eux par les Etats-Unis. Néanmoins, les représentants des deux grands pays d'Amérique latine, le Brésil et le Chili, ont adopté, à la Première Commission, une attitude particulière, différente de celle des Etats-Unis, lesquels défendaient en somme leur droit de s'ingérer brutalement dans les affaires d'autres Etats.

91. A noter également que même ceux des représentants de pays d'Amérique latine qui, en fait, ont

^{3/} Cette déclaration a été faite à la 1231ème séance de la Première Commission, dont le compte rendu officiel n'a été publié que sous forme de compte rendu analytique.

^{4/} Huitième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures, tenue à Punta del Este, du 23 au 31 janvier 1962.

emboîté le pas des Américains à l'égard de Cuba ont été pour la plupart contraints d'appuyer presque unanimement, tout au moins en paroles, le principe en tant que tel de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat. Les pays socialistes se sont résolument rangés pendant la discussion aux côtés de l'héroïque Cuba, après avoir appuyé sans réserve la juste cause de la lutte du peuple cubain pour l'indépendance et la liberté de sa patrie, pour l'édification d'une vie nouvelle, contre l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures de Cuba et contre une nouvelle intervention préparée par les Etats-Unis.

92. Un groupe nombreux de pays d'Asie et d'Afrique a participé activement à la discussion de la protestation du Gouvernement révolutionnaire de Cuba contre les agissements agressifs des Etats-Unis, ce qui témoigne de l'inquiétude ressentie par le monde entier devant la situation tendue qui règne dans la région des Antilles par la faute du Gouvernement des Etats-Unis. Parmi les 17 pays d'Asie et d'Afrique qui ont exprimé leurs vues on comptait des pays aussi influents que l'Inde, l'Indonésie, Ceylan, la République arabe unie, le Ghana, la Guinée, le Mali, l'Irak, le Maroc, la Nigéria et bien d'autres. Aucun de ces pays, qui n'ont partie d'aucun bloc ou pacte militaire, n'a pris la défense de la position des Etats-Unis ni appuyé les Etats-Unis dans ses interventions ou par son vote.

93. D'autres pays d'Asie et d'Afrique, comme l'Afghanistan, la Birmanie, la Somalie, le Soudan, la Syrie, la Haute-Volta, ont manifesté lors du vote leur solidarité de fait avec les pays cités plus haut; bien que n'ayant pas pris part à la discussion, certains autres pays ont bien fait voir au moment du vote ce qu'ils pensaient de l'action des Etats-Unis.

94. La position des pays neutres d'Asie et d'Afrique dans l'examen de cette question est claire et compréhensible. Ils se sont prononcés pour le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes pour la tolérance et les relations de bon voisinage entre pays, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales contre l'ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat, contre le recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales. Bref, lors de la discussion des actes agressifs des Etats-Unis contre Cuba, les pays neutres d'Asie et d'Afrique, malgré certaines différences dans leurs attitudes, ont de façon générale pris position pour le respect des principes fondamentaux inscrits dans la Charte. Tel est le premier bilan de la discussion à la Première Commission.

95. Les efforts des Etats-Unis en vue de consolider leur prétendu droit à une ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats n'ont été appuyés ni par les grands pays d'Amérique latine, ni par les principaux pays d'Afrique et d'Asie, ni par les pays socialistes. C'est précisément ce bilan du débat que les Etats-Unis n'ont pas voulu consigner aujourd'hui dans un texte en manœuvrant pour que l'Assemblée générale ne puisse pas en somme adopter de décision sur cette question.

96. Au surplus, pendant la discussion à la Première Commission, il est devenu tout à fait évident que les actes entrepris par les Etats-Unis contre Cuba étaient en contradiction avec la Charte des Nations Unies ainsi qu'avec la Charte de l'Organisation des Etats américains. Confirmant leur attachement aux dis-

positions fondamentales de la Charte, qui interdisent l'ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat et le recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales, les représentants d'un grand nombre d'Etats Membres ont exprimé leur désapprobation des tentatives des Etats-Unis de saper la Charte non seulement par leurs actes d'agression directe contre Cuba, mais encore, si je puis m'exprimer ainsi, par leur action dans les coulisses.

97. Le fait que les Etats-Unis se servent, pour préparer une nouvelle agression contre Cuba, d'une organisation régionale — l'Organisation des Etats américains — qu'ils ont amenée à prendre des décisions illégales à l'égard de Cuba a suscité dans le monde entier une inquiétude réelle, qui s'est d'ailleurs manifestée au sein de la Première Commission. Ce fait est d'autant plus inquiétant que, bien qu'il s'agisse là d'une manœuvre détournée, elle n'en porte pas moins atteinte aux principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies d'une façon aussi directe que les préparatifs d'agression des Etats-Unis contre Cuba.

98. De nombreux représentants de pays d'Asie et d'Afrique, à la Première Commission, ont indiqué à juste titre que les décisions prises à Punta del Este ne sont pas compatibles avec les principes de la Charte des Nations Unies mais leur sont directement contraires. Il est notoire en effet — divers représentants de ces pays l'ont souligné — qu'une organisation régionale ne peut décider d'aucune mesure de coercition sans y avoir été autorisée par le Conseil de sécurité. En fait, la contradiction entre les décisions de l'Organisation des Etats américains, prises à Punta del Este sous la pression des Etats-Unis, et la Charte des Nations Unies est tellement évidente que même ceux des pays d'Amérique latine qui ont appuyé la position des Etats-Unis ne l'ont pas niée. Tout ce qu'ils ont pu faire, c'est essayer de justifier tant bien que mal cette contradiction.

99. Un autre résultat important du débat à la Première Commission est la constatation du fait que les mesures prises par les Etats-Unis d'Amérique — et, sous leur pression, par l'Organisation des Etats américains — contre Cuba vont à l'encontre des dispositions tant de la Charte des Nations Unies que de la Charte de l'Organisation des Etats américains. Si les Etats-Unis, aujourd'hui, s'élèvent contre une décision confirmant les principes de la Charte mentionnés dans le projet de résolution de la République populaire mongole, cela ne fait que montrer une fois de plus que les actes déjà commis par les Etats-Unis et ceux qu'ils se proposent de commettre contre Cuba sont réellement contraires à la Charte.

100. Les exercices d'acrobatie auxquels se sont livrés aujourd'hui les Etats-Unis au sujet de leur vote — le représentant de la Pologne l'a exposé de façon détaillée — révèlent simplement à quels expédients ils doivent avoir recours pour essayer de justifier leur position absurde pour ce vote. Il convient de regretter que les pays indépendants d'Europe occidentale et des autres continents, qui ont conclu une alliance militaire avec les Etats-Unis, aient été contraints, en raison de leurs obligations, d'appuyer aussi cette absurde position.

101. Une des conclusions importantes du débat qui s'est déroulé à la Première Commission est que les Etats-Unis se sont trouvés politiquement isolés de leurs propres alliés. En effet, on le sait, aucun des

alliés des Etats-Unis, qu'il fasse partie de l'OTAN, du SEATO ou du CENTO, n'a eu le courage d'intervenir à la Première Commission pour défendre la position agressive des Etats-Unis. Pas un seul des alliés des Etats-Unis n'est monté à cette tribune pour parler en faveur de cette position agressive, que le monde entier réproouve. Autrement dit, tous les alliés des Etats-Unis qui font partie des mêmes blocs militaires sont liés à eux par caution mutuelle et sont de ce fait obligés de voter avec eux même pour des résolutions absurdes; cependant, ils n'ont pas pu défendre ouvertement une telle position devant l'opinion publique mondiale, comprenant très bien que dans leur propre pays une telle attitude serait condamnée. Cela est significatif, car une cause injuste est indéfendable.

102. Le débat qui a eu lieu au cours de la présente session de l'Assemblée sur la question proposée par la République de Cuba est venu confirmer sans équivoque possible le fait que la grande majorité des peuples et des Etats s'inquiètent des actes d'agression actuellement commis par les Etats-Unis contre Cuba et qu'ils mettent en garde les Etats-Unis contre toute aventure militaire, en confirmant ainsi leur attachement aux principes de la Charte des Nations Unies qui nous obligent à maintenir la paix et la sécurité internationales, à respecter le principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, nous interdisent l'ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat et le recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales, et en rappelant à tous les pays qu'ils doivent pratiquer la tolérance et vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage.

M. Schürmann. (Pays-Bas), vice-président, prend la présidence.

103. Le fait que, durant ce vote, 37 Etats ont voté en faveur de cette position, ouvertement et malgré la pression exercée sur eux par les Etats-Unis et leurs alliés des blocs militaires, tandis que 18 pays se sont abstenus sans vouloir s'aligner sur la position des Etats-Unis, constitue en lui-même un avertissement sérieux pour les Etats-Unis. Cela signifie en effet que les grands pays d'Asie et d'Afrique, qui avec les pays socialistes représentent plus de la moitié de l'humanité, se déclarent contre la position adoptée par les Etats-Unis à l'égard de Cuba.

104. Cependant, si les Etats-Unis croient réellement, comme M. Stevenson l'a dit le 14 février à la Première Commission [1241ème séance], au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat, on ne comprend plus pourquoi ils ont voté contre le projet de résolution de la Mongolie. Les explications que le représentant des Etats-Unis, M. Plimpton, s'est efforcé de donner ici ne peuvent convaincre ni satisfaire qui que ce soit. En effet, en quoi consistait ce projet de résolution? Il ne faisait que rappeler et confirmer des dispositions bien connues de la Charte. De plus, à la Première Commission, chacun le sait, ce paragraphe a recueilli 41 voix et ni la délégation des Etats-Unis d'Amérique ni aucune délégation de pays d'Amérique latine n'avaient voté contre son maintien dans le projet.

105. Le fait qu'aujourd'hui, en séance plénière de l'Assemblée générale, les Etats-Unis n'ont pas voulu confirmer par leur vote les dispositions de la Charte auxquelles ils n'ont pas fait objection à la Première Commission prouve leur hypocrisie lorsqu'ils dé-

fendaient l'attitude adoptée par eux à cette commission. Il est caractéristique que les Etats-Unis n'ont pas osé intervenir ouvertement contre la confirmation de certaines dispositions de la Charte et se sont d'abord abstenus quitte à voter négativement sur l'ensemble du projet de résolution. Que voilà une position saugrenue!

106. Derrière les manœuvres présentes des Etats-Unis comme de toutes leurs manœuvres précédentes, on trouve toujours le même mobile: les Etats-Unis ne veulent renoncer ni à leurs actes d'agression contre Cuba, ni à s'ingérer dans les affaires intérieures de Cuba, ni à préparer contre ce pays une nouvelle intervention armée. Et c'est là le plus inquiétant, c'est là-dessus qu'il convient de fixer l'attention du monde entier. Une fois de plus les Etats-Unis n'ont fait que se révéler partisans d'une ingérence directe dans les affaires intérieures d'autres Etats, partisans du recours à la force brutale dans les différends internationaux.

107. Il convient néanmoins de rappeler que nous n'en sommes plus au temps où un Etat quelconque pouvait impunément recourir à la force contre un autre Etat. On a déjà cité ici les déclarations faites le 18 février par le Gouvernement soviétique [A/5093]. Je vais me permettre de les rappeler une fois de plus. "Cuba" — disait le Gouvernement soviétique — "n'est pas seule." — C'est un fait que la majorité des pays, qui représentent la plus grande partie de l'humanité, ont voté avec Cuba, et il n'y a rien à dire contre un tel fait. — "Cuba a beaucoup d'amis non seulement en Amérique latine, mais dans le monde entier, et l'Union soviétique en est un. La République de Cuba, comme l'a clairement déclaré M. Khrouchtchev, chef du Gouvernement soviétique, peut toujours compter sur l'aide et l'appui du peuple soviétique. On sait quels avertissements le Gouvernement soviétique a adressés aux ennemis de la République populaire de Cuba; ces avertissements restent valables aujourd'hui."

108. En fait, seuls les Etats qui font partie des blocs militaires ont voté comme les Etats-Unis. On ne comprend pas très bien d'ailleurs comment l'Autriche, pays neutre, s'est jointe à cette compagnie. Nous le regrettons vivement et les explications données ici par M. Matsch, représentant de l'Autriche, n'ont convaincu personne: en fait, l'Autriche a voté avec le bloc militaire de l'OTAN, avec les membres du SEATO et du CENTO. C'est là un fait dont il convient de tirer des conclusions. En effet, aucune des explications que nous avons entendues ne peut nous convaincre. Elles expliquent seulement que l'Autriche, pour on ne sait quelles raisons, a voté avec les blocs militaires de l'OTAN, du CENTO et du SEATO. C'est un fait réel dont il faut tenir compte, et dont il convient de tirer des conclusions.

109. Le fait que leurs alliés des blocs militaires ont voté avec les Etats-Unis indique que seuls ces Etats sont d'ores et déjà engagés dans la voie dangereuse de la préparation d'aventures militaires, du recours à la force et de l'ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats. Mais le fait que les principaux pays d'Asie et d'Afrique et les Etats socialistes, qui représentent plus de la moitié de l'humanité, ont voté pour la confirmation des principes de la Charte et pour la défense de Cuba contre une ingérence dans ses affaires intérieures est un résultat de cette discussion qui revêt la plus grande im-

portance politique et, à bien des égards, doit être considéré comme un avertissement lancé aux Etats-Unis et à ceux qui leur emboîtent le pas.

M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.

110. M. JARGALSAIKHAN (Mongolie) [traduit du russe]: Nous voyons très clairement les raisons pour lesquelles certaines délégations n'ont pas voulu voter en faveur du projet de résolution présenté par notre délégation. Notre projet ne faisait que confirmer des principes de la Charte que tous ont reconnus, et qui doivent être respectés par tous les Etats Membres de l'Organisation.

111. Lorsque notre délégation a déposé son projet, elle était convaincue qu'il serait adopté par l'Assemblée générale, car, à la Première Commission, personne n'avait fait d'objections à son contenu. En effet, un simple rappel des dispositions fondamentales de la Charte n'est pas de nature à provoquer des objections de la part de ceux qui désirent véritablement voir respecter les principes de l'égalité des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ainsi que de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'aucun Etat.

112. La confirmation de ces nobles principes ne pouvait provoquer de mécontentement que chez ceux qui n'ont pas encore renoncé à une politique de force et qui essaient d'imposer leur volonté aux autres pays. Il est probable que beaucoup de ce qui a été dit à la Première Commission n'a pas été du goût de certains qui voudraient continuer à considérer Cuba libre et indépendante comme leur colonie, leur source d'enrichissement. Ce n'est pas par une simple négation que les Etats-Unis pourraient réfuter les graves accusations que de nombreuses délégations ont formulées contre eux, avec preuves convaincantes à l'appui. La preuve la plus nette des intentions agressives des Etats-Unis a été fournie récemment par les entretiens de Punta del Este. Tout cela témoigne éloquentement de la brutale ingérence de cette grande puissance dans les affaires intérieures du petit pays qu'est Cuba. Les faits parlent d'eux-mêmes. Les Etats-Unis ont récemment perpétré une agression contre Cuba et les faits sont là qui montrent qu'une nouvelle agression se prépare.

113. D'autre part, la politique pacifique de Cuba nous est bien connue. Le Gouvernement révolutionnaire de Cuba pratique systématiquement une politique de paix et d'amitié entre les peuples, sur la base du principe de la coexistence pacifique des Etats ayant des structures politiques et sociales différentes. Nous voyons donc clairement qui menace justement la sécurité dans la région des Antilles et qui est en faveur du maintien de la paix dans cette région du monde.

114. L'adoption de notre projet de résolution par l'Assemblée pouvait dans une certaine mesure con-

tribuer au règlement pacifique de ces problèmes. Nous n'aurions pas dû nous écarter des problèmes dont la solution permettrait de rétablir la paix dans cette région. C'est la raison pour laquelle notre délégation, auteur du projet de résolution, estime que le rejet de notre proposition ne répond pas aux buts des Nations Unies.

115. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant des Etats-Unis, qui a demandé à exercer son droit de réponse.

116. M. PLIMPTON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Je regrette que sous le couvert d'une explication de vote le représentant de l'Union soviétique ait jugé bon de prolonger sur un ton aussi acrimonieux et aussi menaçant cette vaine offensive de la guerre froide que les communistes mènent contre le monde libre. Je crains que ce que nous pensons être son équilibre habituel n'ait été compromis une fois de plus par l'échec décisif que vient d'essuyer cette manœuvre parlementaire transparente à l'Assemblée générale, ainsi que par l'unanimité — je dis bien "l'unanimité" — avec laquelle toutes les Républiques américaines ont rejeté les accusations de Cuba à la Première Commission et ont déjoué ce matin, à l'Assemblée générale, la manœuvre de propagande que la Mongolie a tentée en dernière heure pour le compte du bloc communiste.

117. Le représentant de l'Union soviétique semble aussi avoir oublié que les accusations de Cuba, en dépit de la pression désespérée de la délégation soviétique et de ses alliés, n'ont obtenu que 11 voix à la Première Commission: il n'y a pas eu un seul vote favorable émis par une délégation non communiste. Tous les cris et tous les discours emportés des orateurs communistes ne peuvent changer ce simple fait, le fait que les accusations que les Cubains ont proférées à la légère ont été entièrement rejetées par la Première Commission et n'ont trouvé que les voix des communistes pour les appuyer.

118. Le représentant de l'Union soviétique sait parfaitement et l'Assemblée générale sait parfaitement que les Etats-Unis sont fermement et totalement attachés à tous les principes de la Charte des Nations Unies, cette charte qu'ils ont tant contribué à rédiger et qu'ils comptent toujours être les premiers à défendre. Mais le représentant de l'Union soviétique doit comprendre que ni les Etats-Unis ni la majorité des membres de l'Assemblée générale ne pouvaient se laisser leurrer et être amenés à voter pour le projet de résolution qu'ils viennent de rejeter de façon si catégorique et qui n'était manifestement qu'un pion de propagande sur l'échiquier de la guerre froide.

La séance est levée à 13 h 20.